

252-247 av. J.-C.

maines, tellement que les rôles civiques, de 502 à 507, avaient décréu de quarante mille têtes ou d'un sixième; sans compter les pertes énormes des alliés, sur lesquels portait tout le poids de la guerre maritime, et qui, au moins autant que les Romains, avaient à défrayer la guerre de terre. Des dépenses d'argent, impossible de s'en faire une idée; elles étaient énormes, soit qu'il s'agit directement de combler les vides de la flotte et du matériel, soit qu'on eût égard aux souffrances du commerce. Le pire mal était qu'on avait épuisé tous les moyens sans pouvoir épuiser la guerre. On avait pratiqué une descente en Afrique avec une armée toute neuve, animée par ses premières victoires; et l'entreprise avait échoué. En Sicile, on avait tenté l'attaque successive des villes: les places moindres étaient tombées, mais les deux puissantes citadelles de Lilybée et de Drépana restaient debout. Que faire désormais? Le découragement prit le dessus. Les pères-conscrits désespéraient de la guerre; ils laissèrent aller les choses: non qu'ils ne sussent fort bien qu'une guerre se traînant sans but et sans terme serait cent fois plus désastreuse pour l'Italie que de nouveaux et opiniâtres efforts, lui dussent-ils demander et son dernier homme et son dernier écu. Ils n'osèrent avoir foi ni dans le peuple ni dans la fortune, et à tant de sacrifices dépensés en vain, ajouter encore des sacrifices immenses! La flotte est condamnée: on ne fera plus que la guerre de corsaires; on donnera les navires de l'État aux capitaines qui voudront les monter pour leur compte, et aller en course. Quant aux opérations sur terre, elles ne continueront que de nom, puisque aussi bien l'on ne peut faire autrement. Mais on se maintiendra dans les places conquises; on s'y défendra en cas d'attaque. Tout modeste que fût ce plan, il nécessitait, à défaut de la flotte, une armée nombreuse et de grands frais. Certes, l'heure avait sonné ou jamais, pour Car-

thage, d'achever l'humiliation de sa puissante rivale. A Carthage aussi l'épuisement se faisait sentir, qui peut en douter? Néanmoins, de la façon dont y allaient les choses, ses finances n'étaient point encore à bout. Rien n'empêchait qu'on reprît vigoureusement l'offensive: la guerre, après tout, ne coûtait que de l'argent. Mais ceux qui gouvernaient la cité phénicienne n'avaient point l'énergie guerrière; retombant dans la lâcheté et la faiblesse. dès qu'ils n'étaient plus poussés par l'aiguillon d'un gain sûr ou de la nécessité la plus extrême. Trop heureux de n'avoir plus la flotte de Rome sur les bras, ils laissèrent aussi la leur se dissoudre; ils firent comme les Romains; et la petite guerre sur terre et sur mer commença de part et d'autre dans l'île et autour de l'île.

Ainsi se passèrent six années d'une lutte sans événements (506-511), années sans gloire aussi et les plus obscures du siècle, pour les Romains comme pour les Carthaginois. Enfin un homme se leva, qui pensait et voulait agir autrement que ses nationaux d'Afrique. Un jeune général de talent. *Hamilcar*, dit *Barak* ou *Barcas* (c'est-à-dire l'*Éclair*), vint en 407 prendre le commandement de Sicile. Comme toujours, les Carthaginois manquaient d'une infanterie solide et exercée; et leur gouvernement, bien qu'il eût pu sans doute en réunir une, ou qu'en tous cas il aurait dû s'efforcer de le faire, assistait inactif à des désastres répétés, ou, de temps à autre, envoyait ses généraux à la croix. *Hamilcar* ne demanda d'aide qu'à lui-même; il savait ses soldats par cœur. Carthage leur était tout aussi indifférente que Rome! Demander aux magistrats de sa république des conscrits phéniciens ou libyens, c'eût été peine perdue. Mais avec les troupes qui lui restaient, il ne lui était pas défendu de sauver sa patrie, pourvu qu'il n'en coûtât rien à celle-ci. Il se connaissait lui-même, et il connais-

Petite guerre  
en Sicile.  
247-243 av. J.-C.

*Hamilcar Barcas*.  
247.

sait les hommes. Que ses mercenaires ne songeassent pas à Carthage, il le voulait bien; mais un vrai général tient lieu de patrie à ses soldats, et le jeune capitaine était digne de s'attacher les siens. Il les habitue d'abord, dans les escarmouches de tous les jours sous les murs de Lilybée et de Drépana, à regarder les légionnaires en face : puis il se retranche sur le mont *Eirctè* (*monte Pellegrino*, près de Palerme), qui commande le pays comme une citadelle naturelle : il fait venir leurs femmes et leurs enfants qui s'y cantonnent auprès d'eux; et, de là, il rayonne, battant la campagne en tous sens, pendant que ses corsaires ravagent les côtes italiennes jusqu'à Cumès. L'abondance est dans son camp, sans que la métropole ait à défrayer l'armée : donnant tous les jours la main à Drépana par la voie de mer, il menace bientôt d'un coup de main Panorme, placée à deux pas de lui. Les Romains essayent en vain de le chasser de son aire : après de longs combats ils ne peuvent même l'empêcher d'aller se loger aussi au-dessus d'Eryx. Là, la montagne portait à mi-côte la ville de ce nom; un temple, dédié à *Vénus Aphrodite*, couronnait le sommet. Hamilcar enlève la ville, et assiège le temple, pendant que les Romains se tiennent dans la plaine et le bloquent à son tour. Ils avaient posté dans le temple, en enfants perdus, une troupe de Gaulois, transfuges de l'armée carthaginoise; horde de pillards, s'il en fut, qui mirent à sac le lieu confié à leur garde, commirent tous les excès et se défendirent avec le courage du désespoir. Mais Hamilcar s'opiniâtre; il maintient sa position dans Eryx, et pendant ce temps se ravitaille journellement à l'aide de la flotte et de la garnison de Drépana. La guerre prend une tournure de plus en plus mauvaise pour les Romains. La république y épuise ses ressources en argent; ses soldats et ses généraux y perdent leur renommée. Il n'était que trop certain que nul capitaine

de Rome ne pouvait lutter désormais contre Hamilcar, dont les soldats se mesuraient maintenant sans crainte avec les légionnaires. Pendant ce temps, les corsaires redoublaient d'audace le long des côtes de l'Italie : déjà il avait fallu envoyer un préteur à l'encontre d'une bande ennemie descendue à terre. Si on avait laissé aller ainsi les choses, au bout de peu d'années, Hamilcar, venant de Sicile et porté sur sa flotte, était homme à tenter l'entreprise fameuse que son fils un jour exécutera par la route de terre.

Et pourtant le Sénat reste dans l'inaction : le parti des gens de petit courage y est toujours le plus fort. Enfin, là aussi il se trouva des hommes prévoyants et magnanimes qui se résolurent à sauver l'État sans l'assistance de l'État, et de mettre fin à cette ruineuse guerre. Quelques courses heureuses en mer avaient relevé le moral du peuple : l'énergie et l'espoir se réveillaient : une escadre rapidement formée avait brûlé *Hippone* sur la côte d'Afrique, et remporté une victoire en vue de Panorme. Des souscriptions volontaires sont recueillies, comme autrefois l'on avait fait à Athènes, mais dans de moindres proportions : une vraie flotte de guerre est lancée aux frais des patriotes riches de Rome; elle a pour noyau les anciens navires corsaires et les équipages rompus à la mer qui les montent. Les soins les plus minutieux ont présidé à sa construction; jamais même on n'a autant fait pour la marine de l'État. Les annales de l'histoire n'offrent pas d'exemple d'un pareil enthousiasme! Oui, l'on vit alors quelques citoyens coalisés donner à leur patrie, épuisée par vingt-trois années de rude guerre, une flotte magnifique de deux cents voiles, avec ses soixante mille matelots. L'honneur de la conduire en Sicile était réservé au consul *Gaius Lutatius Catulus*. Il n'y trouva plus d'adversaires. Les deux ou trois navires carthaginois qu'Hamilcar avait à

Reconstruction  
d'une flotte  
romaine.

sa disposition pour la course disparurent. Les Romains occupèrent presque sans résistance les ports de Lilybée et de Drépana, dont le siège fut vigoureusement repris, et par terre et par mer. Carthage se voyait devancée et surprise : ses deux forteresses mal approvisionnées couraient le plus grand péril. Elle arma aussitôt : mais quelque hâte qu'elle fasse, l'année s'achève sans qu'elle ait pu envoyer ses vaisseaux dans les eaux siciliennes ; et quand enfin, au printemps de l'an 513, ceux-ci se montrent en vue de Drépana, les Romains ont devant eux une flotte de transport plutôt qu'une flotte de combat. Les Carthaginois avaient pensé pouvoir débarquer sans obstacles, décharger toutes leurs munitions et prendre à bord les troupes nécessaires pour la lutte ; mais leur ennemi leur barre le passage, et comme ils veulent, depuis l'île (*Sainte Maritima*), gagner Drépana, ils sont forcés d'accepter la bataille sous la petite île d'*Ægusa (Favignana)*. On était au 10 mars 513. L'issue ne resta pas un seul instant douteuse. La flotte romaine, bien bâtie, bien armée, obéissait à un amiral habile, le préteur *Publius Valérius Falto* (une blessure reçue devant Drépana tenant Catulus enchaîné à terre). Au premier choc, elle enfonça les navires carthaginois, lourdement chargés et mal armés au contraire. Cinquante sont coulés à fond ; soixante et dix sont capturés et emmenés par le vainqueur dans le port de Lilybée. Le grand et généreux effort des patriotes de Rome avait porté ses fruits : il donna à la République et la victoire et la paix.

Les Carthaginois, après avoir crucifié leur malheureux amiral, ce qui ne remédiait à rien, envoyèrent au commandant de l'armée de Sicile plein pouvoir pour traiter. Hamilcar avait assisté au naufrage de ses héroïques travaux de sept années. Magnanime jusqu'au bout, il ne déserta ni l'honneur de ses soldats,

241 av. J.-C.

Victoire  
de Catulus  
sous l'île d'Æguse.

241.

\* Conclusion  
de la paix.

ni la cause de son pays, ni ses propres desseins. Les Romains, maîtres de la mer, la Sicile n'était plus tenable, et il n'y avait plus rien à attendre de Carthage, avec son trésor à sec, et qui avait inutilement tenté un emprunt en Égypte. Comment espérer qu'elle voulût songer encore à l'attaque et à la destruction des forces navales de Rome ? Hamilcar consentit donc à l'abandon de la Sicile. En revanche il obtint la reconnaissance expresse, et dans les termes ordinaires, de l'indépendance et de l'intégrité de l'État et du territoire carthaginois. Rome s'engageait envers Carthage, Carthage s'engageait envers Rome à ne point entrer en alliance particulière avec les membres de leur *Symmachies* respectives, c'est-à-dire avec les cités sujettes ou dans la dépendance de l'une ou de l'autre des parties contractantes ; à ne point leur faire la guerre, à ne point prétendre de droits de souveraineté sur l'un ou l'autre territoire, enfin à n'y point lever de soldats<sup>1</sup>. Comme conditions accessoires, tous les Romains captifs devaient être rendus sans rançon : une contribution de guerre était imposée aux vaincus. Mais lorsque Catulus voulut exiger que les soldats d'Hamilcar déposassent leurs armes, et que les déserteurs italiens lui fussent remis, le Carthaginois s'y refusa absolument et réussit dans son refus. Catulus n'insista pas sur cette dernière réclamation, il permit aux Phéniciens de quitter la Sicile moyennant une légère rançon de 18 deniers (4 *thal.* ou 15 fr.) par homme.

La fin de la guerre étant chose désirable pour les Carthaginois, ils se trouvèrent satisfaits, j'imagine, de l'obtenir à ces conditions. Quant au général romain, il attacha naturellement un grand prix à rapporter une

<sup>1</sup> Que les Carthaginois aient également promis de ne point envoyer de vaisseaux de guerre dans les parages appartenant à la confédération romaine, à Syracuse, par conséquent, peut-être même à Messine (Zonar., 8, 17), c'est ce qui paraît très-vraisemblable : toutefois le texte du traité ne le dit pas (Polyb., 3, 27).

paix victorieuse dans sa patrie! Soit qu'il se souvint de Régulus, et qu'il craignit les retours subits de la fortune des armes; soit que cet élan patriotique auquel il avait dû sa victoire ne pût se commander ou se renouveler avec la même énergie; soit enfin qu'il cédât à l'ascendant personnel d'Hamilcar, Catulus, on le voit, ne se montra pas par trop rigoureux. Mais à Rome, le peuple accueillit mal la paix projetée, et excité dans le Forum par les patriotes, par ceux sans doute qui avaient donné une flotte à l'État, il refusa d'abord la ratification qui lui était déférée. D'où venaient les répugnances? nous ne saurions le dire. Nous ignorons de même si les opposants ne voulaient pas tout simplement arracher encore de nouvelles concessions à l'ennemi, ou si, à la pensée qu'autrefois Régulus avait osé exiger de Carthage le renoncement à son indépendance, ils ne se sentaient pas comme aiguillonnés: peut être, en ce cas, soutenaient-ils qu'il fallait poursuivre la guerre jusqu'au but final, et qu'il s'agissait moins de conclure la paix que d'imposer une soumission complète à l'ennemi. Que si le refus de la ratification n'était qu'un calcul en vue d'obtenir d'autres et plus amples avantages, ce calcul était probablement maladroit. En présence de l'abandon de la Sicile, où donc était l'intérêt d'arracher encore une ou deux autres concessions accessoires? Il y avait danger à se montrer trop exigeant envers un homme entreprenant et fertile en ressources comme Hamilcar. Ne courait-on pas le risque de lâcher la proie pour l'ombre? Les adversaires du traité repoussaient-ils la paix, au contraire, parce qu'à leurs yeux il n'y avait qu'un seul et efficace moyen de mettre un terme à la lutte, et qu'il eût fallu avant toute chose, pour donner satisfaction à Rome, l'anéantissement politique de sa rivale? En ce cas leur opinion aurait témoigné d'un grand sens d'homme d'État et d'un pressentiment vrai de l'avenir! Mais

Rome était-elle assez forte à cette heure pour recommencer l'expédition de Régulus, et pour mettre en avant l'enjeu nécessaire? Alors il ne se serait plus seulement agi d'abattre le courage, mais bien aussi les murs de la puissante cité phénicienne! Quel historien oserait aujourd'hui, en l'absence de preuves, répondre à une telle question dans un sens ou dans l'autre?

Pour conclure, le traité fut soumis à une commission chargée de se rendre en Sicile, et de décider sur place. Cette commission confirma les préliminaires dans les points essentiels; mais elle éleva les frais de la guerre à payer par Carthage à la somme de 3,200 talents (5,500,000 *thal.*, ou 20,625,000 fr.). Outre l'abandon de la Sicile, les clauses définitives stipulaient aussi celui des îles intermédiaires entre elle et l'Italie; mais il n'y eut à cet égard qu'un simple changement dans les termes mieux précisés de la rédaction officielle: car il allait de soi que Carthage n'ayant plus la grande île, ne pouvait se réserver l'île de Lipara, par exemple, occupée depuis longtemps d'ailleurs par les Romains. L'on ne peut non plus supposer gratuitement que le premier traité se fût à dessein exprimé d'une façon ambiguë. Un tel soupçon serait immérité autant qu'in vraisemblable. — Tout le monde enfin étant d'accord, le général vaincu de la cité qui s'humiliait descendit des hauteurs qu'il avait si longtemps défendues, et remit aux nouveaux maîtres de l'île les forteresses où les Phéniciens avaient dominé sans interruption depuis quatre cents ans, et dont les murailles avaient tant de fois vu se briser les efforts des Hellènes. L'Occident avait la paix (513).

Arrêtons-nous un instant encore sur ces grands combats qui portèrent la frontière romaine au delà de la ceinture marine de la péninsule. La première guerre punique a été l'une des plus longues et des plus difficiles que Rome ait jamais menées: les soldats qui assis-

241 av. J.-C.

Jugement  
sur la conduite  
de la guerre.

tèrent à la dernière et décisive bataille n'étaient point nés encore, pour la plupart, quand avait commencé la lutte. Disons-le de suite, malgré les événements grandioses, héroïques qui s'y rencontrent, il n'en est point que les Romains, militairement et politiquement parlant, aient dirigée aussi mal et aussi peu sûrement. Et il n'en pouvait arriver autrement. Cette guerre se place dans un temps de crise : l'ancienne politique purement italienne ne peut plus suffire, la politique du grand empire futur n'est point encore trouvée. Pour les besoins de la première, le Sénat romain, le système militaire de Rome étaient excellemment combinés. Les guerres alors étaient de simples guerres continentales. Assise au centre de la péninsule, la métropole servait de base dernière et de pivot à toutes les opérations qui s'appuyaient d'ailleurs sur le réseau des forteresses intérieures. On faisait de la tactique sur place plutôt que de la grande stratégie : avant tout, on se battait, sans trop combiner les marches et les mouvements qui n'avaient qu'une importance secondaire : la guerre des sièges était dans l'enfance : à peine si une fois ou deux, déjà, et encore en passant, on avait pris la mer et fait la guerre navale. Qu'on n'oublie pas que jusque-là tout s'était décidé dans la mêlée à l'arme blanche, qu'une assemblée de sénateurs avait pu diriger suffisamment les opérations, et que le magistrat de la cité avait qualité suffisante pour être le général de l'armée. Mais voici que tout est changé soudain. Le champ de bataille s'étend à perte de vue, il est transporté jusque dans un autre continent et par delà les mers : tout flot qui déferle sur la plage est un chemin que l'ennemi peut prendre ; et, de tous les havres de la côte, on peut un jour apprendre qu'il marche sur Rome. Toutes ces places maritimes, qui avaient tant de fois repoussé l'assaut des meilleurs tacticiens de la Grèce, voilà que les Romains, pour

leur début, ont à les assiéger. Ici ce n'était plus assez des milices citoyennes et des contingents latins ou italiens : il faut désormais une flotte : il faut, chose plus difficile, savoir s'en servir. Il faut reconnaître les vrais points de l'attaque et de la défense, réunir et diriger les masses, préparer et combiner les expéditions qui vont au loin et dont la durée se prolonge. Que si l'on ne sait pas tout cela, l'ennemi, si inférieur qu'il soit dans la tactique, triomphera assurément de son adversaire plus fort. Quoi d'étonnant si les rênes ont vacillé dans les mains du Sénat et des magistrats civils appelés au généralat, quand même ? — Évidemment, au début de la guerre nul ne savait où l'on allait : ce ne fut qu'au cours de la lutte que les défauts du système militaire se révélèrent les uns après les autres, et l'absence d'une flotte, et le défaut d'une direction ferme et suivie dans les opérations, et l'incapacité des généraux, et l'inaptitude complète des amiraux. A force d'énergie et de bonheur on pourvut au plus pressé. Ainsi en fut-il pour la flotte, notamment. Quelque puissante et grandiose qu'ait été sa création, elle n'en était pas moins un pis-aller, et elle demeura toujours un pis-aller pour les Romains. Elle porta le nom de « Flotte Romaine » sans avoir rien de national. Rome la traita toujours en marâtre ; et le service du bord fut tenu en médiocre estime auprès du service mieux honoré dans les rangs des légions. Les officiers de marine étaient, pour la plupart, des Grecs d'Italie ; les équipages ne se composaient que de sujets, d'esclaves ou de gens sans aveu. Le paysan italien n'aimait pas la mer et ne l'aima jamais. Caton comptait parmi les trois repentirs de sa vie, de s'être un jour embarqué, alors qu'il aurait pu prendre la voie de terre. Et qu'on ne s'en étonne pas. Les navires marchant à la rame principalement, il n'y avait rien de noble dans un tel service. Peut-être aurait-on dû organiser des

légions navales et un service d'officiers de mer romains. Il eût été facile, en obéissant à l'élan national, de fonder un état maritime puissant, non pas seulement par le nombre des navires, mais aussi par les qualités nautiques et l'expérience de la mer. On en eût aisément trouvé le noyau chez ces corsaires dont l'éducation s'était complétée durant une longue guerre. Mais le gouvernement de la République ne fit rien de ce qu'il eût fallu faire.

Quoi qu'il en soit, la marine romaine dans son organisation grandiose encore, mais mal conçue et insuffisante, n'en a pas moins été l'œuvre la plus originale de l'époque. Elle avait fait Rome victorieuse à la première heure : elle lui valut le succès final. — Il était d'autres vices bien plus difficiles à réparer : j'entends parler de ceux qui, tenant à la constitution politique, auraient nécessité sa réforme. En butte aux vicissitudes des partis, le Sénat avait passé avec eux d'un plan de guerre à un autre, et commis les incroyables fautes de l'évacuation de Clupéa, ou des amoindrissements fréquents de la flotte. Tel général, dans l'année de sa charge, avait commencé l'investissement des places siciliennes, que son successeur laissait là pour aller ravager les côtes d'Afrique ou livrer une bataille en mer ; tous les ans enfin le commandement suprême changeait de mains. Mais comment faire cesser le mal sans soulever aussitôt dans la cité des questions bien autrement difficiles que la création de la flotte ? Les réformes n'étaient d'ailleurs rien moins qu'aisément réalisables en face des exigences de la guerre. Quoi qu'il en soit, nul ne se montra à la hauteur de la stratégie nouvelle, ni le Sénat, ni les généraux. L'entreprise de Régulus est la preuve de l'erreur étrange, partagée par tous. Ils avaient la foi la plus aveugle dans la supériorité de leur tactique de combat. Quel général s'est jamais vu d'abord plus comblé par la fortune ? Dès

l'an 498, il occupait les positions où Scipion ne reviendra que cinquante ans plus tard, et il n'avait pas devant lui, comme Scipion, Annibal et son armée, vieillis dans les batailles. Mais le Sénat croyant les Romains invincibles dans le combat corps à corps, s'était empressé de rappeler la moitié des troupes. Le général, abusé comme le Sénat, demeure dans son immobilité désastreuse. Inférieur à l'ennemi sur le terrain de la stratégie, il accepte la bataille là où elle lui est offerte, et il trouve aussi son maître sur le champ de la tactique proprement dite : catastrophe d'autant plus étonnante que Régulus était un habile et solide capitaine ! La rude guerre à la façon des paysans avait suffi pour la conquête de l'Étrurie et du Samnium : elle amena le désastre de *Tunis*.

Jadis et selon les besoins des temps, tout citoyen avait pu faire un général : aujourd'hui la règle n'était plus de mise ; il fallait, dans le nouveau système, des généraux formés à l'école de la guerre, et ayant le coup d'œil militaire ; le simple magistrat civil ne suffisait plus à la tâche. Autre et pire mesure encore : le commandement de la flotte était dans les attributions du commandant de l'armée, et par suite, le premier consul venu se croyait apte à la fois au généralat et à la conduite des opérations navales. Les mésaventures les plus graves que Rome ait essuyées durant la première guerre punique ne vinrent ni du fait des tempêtes, ni du fait des Carthaginois ; elles ont eu pour cause unique l'impéritie présomptueuse des consuls improvisés amiraux.

Quoi qu'il en soit, la République avait vaincu. Mais elle se contentait d'un gain moindre que celui demandé, offert même au commencement ; mais la paix rencontra dans le peuple une opposition marquée ! La victoire et la paix n'étaient donc ni décisives ni défi-

nitives; et son triomphe encore, Rome le devait à la faveur des dieux, à l'énergie des citoyens, par-dessus tout aux fautes de l'ennemi, fautes capitales et dépassant de beaucoup la mesure des erreurs imputables aux Romains dans la conduite de la guerre !

### CHAPITRE III

L'ITALIE PORTÉE JUSQU'À SES FRONTIÈRES NATURELLES.

La fédération italienne, sortie de la crise du v<sup>e</sup> siècle, ou mieux, l'État italien, avait rassemblé sous l'hégémonie de Rome toutes les villes et les cités, de l'Apennin à la mer Ionienne. De plus, et dès avant la fin du v<sup>e</sup> siècle, ces frontières avaient été des deux côtés franchies : au delà de la mer Ionienne, au delà de l'Apennin, des villes italiennes, appartenant à la fédération, s'étaient aussi élevées. Au nord, la République tirant vengeance des crimes anciens et nouveaux, avait, en 474, anéanti les *Sénon*; au sud, et au cours de la longue guerre de 490 à 513, elle avait chassé les Phéniciens de la Sicile. Là, plus loin que la colonie citoyenne de *Séna*, la ville latine d'*Ariminum* [*Rimini*]; ici la cité des Mamertins [*Messine*], avaient place dans l'alliance romaine. Comme elles se rattachaient toutes les deux à la nationalité des Italiques, elles participaient aussi aux droits et aux devoirs communs à toute la fédération. Ces extensions au dehors s'étaient faites sans doute sous la pression des événements plutôt qu'elles n'étaient dues aux visées d'une politique à vastes calculs. Mais on conçoit de reste

Frontières  
naturelles  
de l'Italie.

283 av. J.-C.

264-241.